

Chroniques de Hong Kong 2005

du 12 au 16 décembre 2005

Par Michel Egger, Alliance Sud

Lundi, 12 décembre 2005

Houellebecq ou Montesquieu?

Pour Montesquieu, l'«effet naturel» du commerce était de «conduire à la paix» entre les hommes et les nations. A voir ce qui se passe à Hong Kong à la veille de la sixième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui s'ouvre aujourd'hui, l'histoire lui a définitivement cloué le bec. «L'esprit de justice» dont l'auteur des «Lettres persanes» gratifiait le négoce, s'est bel et bien évanoui, s'il n'a jamais existé. Il n'en reste que le spectre. Les 4000 altermondialistes qui ont manifesté paisiblement dimanche, dans une ambiance de carnaval, n'ont rien dit d'autre. L'OMC y figurait sous la forme d'un gigantesque dinosaure, orné du masque d'un fantôme balinais connu pour dévorer ses propres enfants...

A la place de cet esprit de justice, règne aujourd'hui la dure réalité du marché et de la compétition. Avec ses rapports de force et ses inégalités, ses injustices qui génèrent la peur et la violence. Résultat: Hong Kong, proclamée «économie la plus libre du monde» par les organisateurs du sommet de l'OMC, n'a jamais connu pareil déploiement sécuritaire. Même pas en 1997, au moment de sa rétrocession à la Chine. L'état d'alerte est maximum. Plus de 9000 policiers sont sur les dents, soit un flic par activiste présent! Entre la fermeture des écoles, les vacances forcées de nombre d'entreprises, les 1800 places réservées dans les prisons, les rumeurs sur des ventes de masques à gaz et de vols d'uniformes, la paranoïa guette. Contre Montesquieu, Houellebecq avait raison: le libéralisme est bien «l'extension généralisée du domaine de la lutte».

Michel Egger, Alliance Sud

Paru dans "La Liberté" du 12 décembre 2005

Mardi, 13 décembre 2005

Jeu de dupes

A Cancun, en 2003, la conférence ministérielle de l'OMC avait ressemblé à une partie de poker menteur. A Hongkong, elle s'annonce comme un étrange jeu de dupes dont personne, en réalité, n'est dupe. C'est, en ces terres chinoises, le prix à payer pour sauver la face. Et il faut bien justifier le déplacement de 10'000 délégués, journalistes et ONG. Les négociations sur les grands sujets qui fâchent – l'agriculture, les services et les biens industriels □ étant bloquées, les pays riches ont sorti de leur chapeau le lapin du « développement ». Ils vont, cette semaine, tenté de ficeler un « paquet » pour les plus pauvres. Des mesures en apparence généreuses, mais qui ne leur coûtent pas grand-chose et surtout n'ont rien à voir avec ce qui avait été promis à Doha en 2001 sous le nom de « développement ». Il s'agissait alors de corriger certains déséquilibres graves dans les accords de l'OMC, dévastateurs pour les paysans et populations du Sud. Des règles inéquitables qui permettent aux pays du Nord de protéger leurs marchés tout en ruinant ceux du Sud par des exportations à prix de dumping. Aujourd'hui, les pays riches n'acceptent des réformes qu'en échange de libéralisations massives dans les domaines qui les intéressent, les services et les biens industriels. Pour faire passer la pilule, ils

proposent des programmes d'aide, des accès préférentiels pour les pays les plus pauvres. Le tour de passe-passe, heureusement, n'échappe à personne. Ce dont les pays du Sud ont besoin, ce n'est pas de cadeaux spéciaux, mais de justice et de marge de manœuvre pour mener des politiques conformes à leurs intérêts et besoins.

Paru dans "La Liberté" du 14 décembre 2005

Mercredi, 14 décembre 2005

Dialogue de sourds

S'il est un dossier sur lequel l'OMC joue sa crédibilité à Hongkong, c'est bien celui du coton. Il n'est pas d'exemple plus choquant des inéquités du système commercial mondial et de l'impuissance de l'OMC à les résoudre. D'un côté, 25'000 producteurs américains touchent chaque année près de 4,5 milliards de dollars de subventions, soit le PIB réuni du Tchad et du Bénin. Des soutiens jugés « illégaux » par l'OMC elle-même ! De l'autre, 15 millions de producteurs africains sont ruinés par les exportations subventionnées des pays riches qui font chuter les prix. En 2003, le Tchad, le Bénin, le Mali et le Burkina Faso ont demandé justice. Deux ans plus tard, tout le monde a reconnu la justesse de leur cause, mais rien n'a changé. Les discussions tournent en rond. Les Africains exigent des mesures concrètes et urgentes, les Américains rejettent tout engagement avant un accord global sur l'agriculture. Et profitent au passage d'accuser les Européens □ favorables à une solution rapide du coton □ de bloquer les négociations en refusant plus d'accès à leurs marchés. Les premiers réclament l'application de règles équitables valables pour tous, les seconds leur répondent assistance technique et financière. Comme l'a dit haut et fort mercredi la ministre du commerce du Tchad, « le coton est pour nous une question de survie et de dignité. Si nous rentrons bredouilles de cette conférence, notre présence à l'OMC aura perdu toute justification aux yeux de nos populations ». Les perspectives, hélas, sont plutôt sombres. Les Américains ne sont pas disposés à bouger. Des rumeurs circulent qu'ils pourraient essayer d'acheter la docilité des gouvernements africains.

Paru dans "La Liberté" du 15 décembre 2005

Jeudi, 15 décembre 2005

Une écharde dans la chair

"Fair trade not free trade!" Ce slogan revient en long et en large sur l'immense tableau mis à disposition des visiteurs de la Fair Trade Fair, en face du centre de convention de Hongkong où se tient la conférence ministérielle de l'OMC. Pour les organisateurs, notamment l'agence suisse Gerster Consulting, une manière de proposer une autre vision du commerce que celle, néo-libérale, promue par l'OMC. Certes, le commerce équitable a, ces dernières années, perdu une bonne partie de son âme politique dans le marketing et la course aux chiffres, faisant le beurre de multinationales comme Nestlé. Cependant, que la Fair Trade Fair soit subventionnée par la Banque mondiale et le Seco □ pour qui il constitue avant tout un créneau porteur □ ne change rien au fait qu'il demeure, fondamentalement, une alternative. « C'est précisément dans la mesure où il continue à être une écharde dans la chair du système dominant qu'il constitue une véritable contribution à la lutte contre la pauvreté », a affirmé aujourd'hui Wolfgang Sachs, directeur du Wuppertal Institute. Là où l'OMC cherche des accords entre territoires nationaux, il propose une gouvernance de toute la chaîne des produits. Du coup, la vraie

source de distorsion dans les échanges ne se situe pas aux frontières, dans les politiques douanières, mais dans les rapports de force et de compétition entre acteurs économiques. Le vrai problème n'est donc pas le degré d'ouverture des marchés, mais leur domination par certains monopoles et transnationales. Une affaire non de tarifs, mais de pouvoir.

Paru dans "La Liberté" du 16 décembre 2005

Vendredi, 16 décembre 2005

Monde sans âme

L'Organisation mondiale du commerce peut-elle sérieusement prendre en compte les questions de développement ? Après trois jours dans les froides entrailles de la conférence ministérielle de Hongkong, on peut sérieusement en douter. La seule perspective qui vaille est celle, étriquée, des intérêts propres et à court terme ; la seule loi celle, impitoyable, du donnant-donnant. Tout ici n'est que calculs politiques, double langage et jeux de pouvoir. La Suisse, dirigée par le conseiller fédéral Joseph Deiss, n'échappe pas à la règle. Pas question de faire un geste – même symbolique □ sans garantie d'une contrepartie, ni de prendre le risque de froisser ses principaux partenaires commerciaux. Dans une des fameuses « chambres vertes » (greens rooms), où une poignée d'Etats négocient à huis clos, la Suisse a été le seul pays, avec l'Union européenne, a refusé de fixer une date (2010) pour la suppression des subventions à l'exportation, pourtant l'un des pires fléaux pour les pays du Sud. Sur la question du coton, où les producteurs africains sont en train de se faire moucher par les Américains, on attendait un peu plus d'engagement politique ; or, nenni ! Et quand on demande à la Suisse si elle est prête à soutenir la demande des pays pauvres de pouvoir protéger certains produits nécessaires à leur sécurité alimentaire, la réponse cingle : « Oui, à condition qu'ils soutiennent les produits sensibles pour nous. » Comme si le riz, aliment de base, avait pour l'Indonésie la même valeur que le bœuf pour la Suisse ! Face à de telles attitudes, on finirait par devenir aussi amer et cynique que les négociateurs helvétiques.

Paru dans "La Liberté" du 17 décembre 2005
